

Tribune des Groupes de l'Opposition

Les textes ci-dessous sont publiés sous la seule responsabilité de leurs auteurs

LA GAUCHE



Wilfrid VINCENT



Catherine LEVERT



Joaquim TIMOTEO



Séverin PRENE



Fatma
BOUVET DE LA
MAISONNEUVE



Joëlle LASSERRE



Carmelina
de PABLO



Paul-André
MOULY

Les étrennes du Maire

Le budget 2009 de la Ville de Montrouge, dans un contexte de crise, s'annonce difficile. De plus, les politiques menées par la droite, au niveau national et dans notre ville, pèsent aussi lourdement.

- **Les subventions de l'État** aux communes, qui constituent une part importante de notre budget, sont en diminution pour 2009.
- **La taxe professionnelle** est amputée de plusieurs millions en raison du départ de Montrouge de plusieurs grandes entreprises au cours des dernières années.
- **Le paiement de la dette de la Ville** au Conseil général pour 4,8 millions d'euros correspond à un emprunt de la Ville pour financer l'achat des terrains de la ZAC Messier. Il devait être remboursé en totalité en 1994. Mais, après avoir payé le capital, et revenant sur la signature de la Ville, le Maire a refusé de rembourser les intérêts, contrairement aux six autres communes du département qui avaient emprunté dans les mêmes conditions. Au compromis avec le Conseil général, le Maire a préféré porter le différend devant la justice. Aujourd'hui, face à la longueur de l'action juridique et au risque de perdre devant les tribunaux, il vient de signer un accord qui coutera cher aux Montrougiens.

Ceci n'empêche pas le Maire de lancer **les travaux pour le Centre culturel et des Congrès dont la première estimation est de 30 millions d'euros**, en attendant les éventuels dérapages budgétaires, comme pour la piscine.

Quels projets culturels justifient une telle dépense ? La bonne gestion des impôts des Montrougiens inciterait plutôt à reporter les travaux en attendant de définir une politique culturelle à la hauteur du budget engagé.

Voici une année qui commence mal pour les finances de Montrouge.

Nous vous souhaitons une bonne et heureuse année 2009.

POUR CONTACTER LES ÉLUS :

Socialistes : 108, av. Henri Ginoux – 92120 Montrouge

(01.42.53.88.10) Mail : psmontrouge@free.fr

Les Verts : BP 77 – 92123 Montrouge Cedex.

Mail : les-verts-montrouge@laposte.net

Radical de gauche : prgmontrouge@yahoo.fr

PCF



Catherine ROBINEAU



Claude DROUET

L'éducation : une priorité nationale !

La décision de différer d'un an un projet de réorganisation des lycées, massivement contesté par la communauté éducative de Montrouge et d'ailleurs, est une victoire qui en appelle d'autres. Les préoccupations demeurent quant à l'avenir des enfants, des jeunes de notre ville.

En supprimant 2 heures par semaine, on prive un enfant sur toute sa scolarité de 6 mois de temps utile à sa réussite. Quant aux autres enfants, susceptibles de recevoir une « aide personnalisée », ils sont les victimes malheureuses d'un système qui ne fera qu'ajouter de la difficulté aux inégalités sociales qui les touchent. Dans cette situation, de nombreux enseignants et parents exigent le retrait des décrets Darcos.

En réalité, tout cet assemblage n'a qu'un but : réduire le temps passé à l'école pour accompagner la baisse d'investissement de l'État dans la formation et l'éducation des enfants. Les suppressions de postes d'enseignants et toutes les mesures de décentralisations et de désengagements de l'État en témoignent.

À l'inverse, le Gouvernement vole au secours des marchés financiers en mettant à leur disposition 360 milliards d'euros sans contrepartie. Preuve en est que les caisses ne sont pas vides et qu'il est possible de doubler le budget de l'Éducation Nationale.

Les moyens alloués aux marchés financiers auraient pu servir l'égalité d'accès aux connaissances, au savoir et l'apprentissage par la réduction du nombre d'enfants par classe, par la formation des maîtres en renforçant les IUFM, par une revalorisation des conditions de travail, de rémunération des enseignants et le maintien des postes RASED menacés pour l'an prochain.

Nous dénonçons les dogmes capitalistes qui conduisent le Gouvernement à vouloir faire de l'école une machine à sélectionner, un système à la carte renforçant les inégalités.

Les élus communistes sont avec les enseignants, parents d'élèves, lycéens et étudiants, pour exiger un avenir pour la jeunesse et le développement du service public de l'Éducation.

Groupe PCF

14, rue C. Pelletan

Droit de réponse

La SEM 92 a prêté en 1990, à l'époque d'Henri Ginoux, 151 millions de francs moyennant intérêts. En 1994, quand j'ai été élu maire et après consultation de spécialistes, il nous est apparu que la validité des intérêts demandés était contestable. Nous avons donc remboursé le capital et amorcé des discussions avec le Conseil général. Celui-ci ayant émis un titre de recette, nous avons été obligés de nous défendre. Or le tribunal administratif nous a donné raison. En appel, le Conseil général a soulevé l'incompétence du tribunal et celui-ci lui a donné raison. Nous étions donc partis pour une procédure pouvant durer une dizaine d'années. Conscient de la difficulté du sujet et du fait que personne n'était assuré d'avoir gain de cause, il a été décidé de « couper la poire en deux », le Conseil général nous proposant de ne payer que la moitié des intérêts. Ce que nous avons accepté.

Ce qui est étonnant, c'est que le représentant du groupe socialiste ne se souvienne plus que lorsqu'il était Conseiller général, il voulait que la Ville paie la totalité des intérêts demandés par le Conseil général. Nous, nous avons obtenu de n'en payer que la moitié, ce qui me semble une bien meilleure façon de défendre les intérêts des contribuables montrougiens. Il aurait pu aussi calculer ce que cela représentait en terme d'intérêts. Il aurait alors vu, compte tenu de cette négociation, que ce prêt avait été consenti finalement à des conditions très intéressantes.

Voilà donc deux façons très différentes de défendre les intérêts de la Ville. Le lecteur appréciera.

Quant aux travaux du Centre culturel, le budget peut paraître élevé. Cependant, il est à mettre en regard de la surface de l'équipement : 10 000 m², soit un coût de travaux de 3 000 euros le m², ce qui n'est pas exorbitant, en regard de notre budget d'environ 100 millions d'euros et dont le volume d'investissement a, certaines années, dépassé les 30 millions d'euros.

Or Montrouge est peu endettée et cet investissement va s'étaler sur au moins trois ans. Tous ceux qui fréquentaient le Théâtre reconnaîtront l'urgence de ces travaux qui, si nous ne les avions pas lancés, nous aurait amenés à fermer l'équipement car il ne répondait plus aux normes de sécurité. Par ailleurs, nous bénéficierons de subventions du Conseil général, de la Région et de l'État. Enfin, par notre volonté d'investissement, nous contribuons à maintenir l'activité économique, et donc l'emploi. En cette période de crise, cela paraît bien utile.

*Le Maire
Directeur de la publication*